

# Aider les fermiers africains

## Partage international n° 203 - Juillet 2005

Interview de Sarah Gillam par Gill Fry

*Fam-Africa (Food and Agricultural Research Management) est une ONG britannique centrée sur la réduction de la pauvreté des travailleurs agricoles africains les plus démunis. Dans le cadre de projets en cours dans plusieurs pays (Ethiopie, Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda), elle travaille aux côtés de petits fermiers et de bergers pour les aider à tirer un meilleur parti des terres dont ils vivent.*

*Plus de 80 % des Africains n'ont d'autre nourriture que celles qu'ils tirent du sol et de leurs troupeaux. Son expérience auprès des plus nécessiteux a convaincu Farm-Africa qu'il suffit d'une assistance, même faible, pour que des petits fermiers et des bergers africains à la limite de la survie améliorent d'une façon spectaculaire leurs vies. Pour cette ONG, il ne fait aucun doute que le continent a de quoi nourrir sa population - et que, pourvu que soit disponible le soutien adéquat, sa vision d'une Afrique rurale prospère est réalisable. Elle fait partie des 463 organisations qui participent à la campagne « Abolissons la pauvreté ». Une de ses membres, Sarah Gillam, répond aux questions de Gill Fry pour Partage international.*

**Partage international :** *Quand Farm-Africa a-t-elle démarré, et quelle est sa tâche principale ?*

**Sarah Gillam :** Nous avons commencé en 1985, à la suite de la famine en Ethiopie. C'est Michael Woods qui, après s'être retiré de *Service des médecins volants* qu'il avait fondé au Kenya, a lancé notre organisation avec David Campbell, alors directeur d'Oxfam pour l'Afrique de Est, qui s'était aperçu que la mauvaise qualité de l'alimentation entraînait pour une bonne part dans les maladies qu'il traitait. Nous travaillons principalement dans trois domaines : la petite agriculture et les activités pastorales et forestières.

**PI.** *Votre travail est donc très local ?*

**SG.** Oui. Il s'agit d'introduire dans la gestion des ressources naturelles une technologie et des approches innovantes. Nous travaillons avec les plus pauvres d'entre les pauvres. Par exemple, en ce qui

concerne les petites exploitations, nous pouvons nous associer à des organismes de recherche sur de nouvelles variétés de plantes, plus résistantes aux maladies (mais non des OGM), comme les patates douces ou le manioc. Un projet a été lancé récemment sur le problème du virus de la mosaïque, qui touche cette dernière plante : la récolte étant passée de 16 tonnes par hectares à 2, nous avons, en collaboration avec un institut de recherche, procuré trois ou quatre nouvelles variétés à des fermiers pour qu'ils les cultivent dans des champs expérimentaux afin que, en fonction de critères de productivité et de goût, ils choisissent les plus intéressantes. Ils ont aujourd'hui un surplus de récoltes, qu'ils ont pu vendre - tels quels, ou transformés en farine, voire en pains et en beignets. Cela, grâce à la petite usine destinée à moudre le manioc et à en tirer des sous-produits qu'ont financés des investisseurs japonais, très impressionnés par le projet et par ses premières réalisations. Voilà un exemple de développement de la petite agriculture.

Nous travaillons actuellement avec les bergers nomades, en particulier en Afar (Ethiopie). Nous disposons de camps mobiles comprenant un vétérinaire, assisté d'un membre de la communauté visitée, spécialisé dans les questions de santé animale. Ces camps vont là où se trouvent les bergers et les aident à introduire de nouvelles méthodes dans leur manière de s'occuper de leurs troupeaux. Ainsi, il n'y a pas longtemps, il y a eu une sécheresse dans la zone où circulaient les bergers : nous avons monté un abattoir mobile pour tuer les animaux les plus faibles, tout en gardant les femelles afin de reconstituer leurs troupeaux une fois la crise passée.

**PI.** *Pourriez-vous décrire votre travail dans les régions forestières ?*

**SG.** Nous travaillons, en Ethiopie et en Tanzanie, sur les questions de gestion communautaire de forêts. Environ 20 000 hectares disparaissent chaque année en Ethiopie, du fait de la croissance démographique - les abattages procurant du combustible ainsi que de nouvelles terres cultivables. Cette situation aggrave considérablement l'érosion des sols ainsi que l'évolution du climat. Nous sommes aux côtés de communautés qui vivent soit dans les forêts, soit à proximité. En accord avec le gouvernement, nous avons réparti celles-ci entre les groupes communautaires, de sorte qu'ils en sont maintenant propriétaires, et responsables. Si quelqu'un vient faire des coupes claires dans la forêt, il existe

désormais des accords légaux entre la communauté et le gouvernement qui garantissent l'application de la loi.

Autre projet à venir, toujours avec les mêmes populations : enrichir et diversifier leurs sources de revenus, en se lançant dans l'apiculture, par exemple. Cela les conduira à moins dépendre de la forêt.

**PI.** *Qu'attendez-vous de votre réforme rurale ?*

**SG.** En Afrique du Sud, plus précisément au nord de la région du Cap, nous procédons à un programme de restitution des terres à ceux qui en ont été spoliés.

On en distribue aussi des lots aux communautés les plus pauvres, et nous les assistons dans les premiers pas de leurs activités fermières.

L'un des problèmes que nous rencontrons en Afrique du Sud, en particulier en ce qui concerne ce programme de restitution, c'est que certaines personnes se trouvent à 150 ou 300 km des terres dont leurs ascendants ont été chassés, il y a 50 ou 60 ans, par le régime d'apartheid. Beaucoup en sont aujourd'hui légalement propriétaires mais, vu les distances, ils ne sont pas en mesure de venir s'y établir.

**PI.** *Dans ces cas, leur accordez-vous un soutien financier ?*

**SG.** Nous ne donnons jamais d'argent, mais, par exemple, nous pouvons fournir des brebis et des chèvres. Nous procurons deux chèvres d'une race locale à une famille, puis nous les croisons avec un bouc Toggenberg (race britannique), de façon à mêler à 50 %-50 % leurs patrimoines génétiques. Puis un nouveau croisement portera la proportion du mélange à 75 % (Toggenberg)-25 %. On obtient en bout de course une chèvre laitière d'une grande robustesse, qui peut produire quatre litres de lait par jour. Les propriétaires donnent alors leurs deux premières chevrettes à une autre famille pauvre, qui poursuit les opérations de croisements.

**PI.** *Comment décidez-vous des bénéficiaires ?*

**SG.** C'est la communauté qui choisit. Les chefs et les officiels locaux se réunissent pour déterminer la personne qui en a le plus besoin, souvent une veuve. Les veuves ont un statut social particulièrement défavorisé, précaire ; on les laisse tout simplement se débrouiller. Le choix se porte aussi souvent sur les femmes seules ou chefs de famille, les personnes âgées, les jeunes que le sida a privé de leurs parents - la file d'attente des bénéficiaires de nos programmes est longue, et très variée. Nous intervenons en majeure partie dans la campagne, où il n'y a ni électricité, ni eau courante ni système d'épuration. Les gens doivent souvent aller chercher leur eau dans un trou de rivière

asséchée situé à 3 ou 4 heures de marche - c'est en fait toute la famille qui y va avec des bidons.

Peu mangent de la viande, c'est un luxe. On se contente d'une nourriture extrêmement maigre : des légumes tout le temps, en fait, qui constituent un régime très pauvre. Ce sera du manioc, de la bouillie de maïs, des plats à base de féculents - ce qui revient à manger des patates tous les jours. La plupart de ces gens ne disposent que d'un demi ou d'un hectare, où ils cultivent quelques plantes comme les patates douces et, dans certaines régions, du maïs et du sorgho ; en Ethiopie, un ou deux arbres proches de notre citronnier, un manguier, un noyer. Parfois, un avocatier ou un papayer.

**PI.** *Y a-t-il des écoles dans la région ?*

**SG.** Les écoles sont à une heure de marche. Les enfants s'y rendent pieds nus par des chemins caillouteux et boueux. Mais, par exemple, le Kenya a maintenant une éducation primaire pour tous qui assure aux enfants huit ans de scolarité gratuite. S'ils vont ensuite à l'école secondaire, il leur faudra payer des droits d'inscription.

**PI.** *Pouvez-vous dire un mot de la campagne « Abolissons la pauvreté », et pourquoi vous l'avez rejointe ?*

**SG.** C'est une vaste coalition que vous connaissez. Nous partageons ses buts : commerce équitable, abandon de la dette, augmentation et amélioration de l'aide. Naturellement, chaque organisation sera davantage présente dans le ou les domaines les plus proches de ses propres engagements. En ce qui nous concerne, nous nous intéressons plus particulièrement à la question de l'aide. Etant donné que nous travaillons surtout avec des organisations engagées sur le terrain et auprès de gens qui sont réellement dans une situation de misère, nous nous sentons moins concernés par les questions de commerce international. Notre raison d'être, c'est d'aider les gens à améliorer par eux-mêmes leur alimentation.

Nous travaillons à élaborer des aides de mieux en mieux ciblées, qui ne soient donc pas uniquement de type bilatéral, de gouvernement à gouvernement, mais qui bénéficient également à la société civile. L'argent que l'on recueille va directement aux communautés, et l'on en voit très vite les résultats. Il faudrait demander plus. Accorder une aide bilatérale est, certes, plus facile, mais l'aide ciblée, même si cela coûte plus cher d'en effectuer le suivi, est plus efficace. Nous voudrions aussi que l'on rende compte de l'aide [publique] britannique aux citoyens, afin que nous puissions savoir de quelle manière notre argent, nos impôts sont dépensés.

**PI.** *L'éradication de la pauvreté est-elle possible et,*

*si oui, à quelle échéance ?*

**SG.** A moins que les choses ne changent radicalement, il est probable que la pauvreté s'aggrave en Afrique ; en fait, la Banque mondiale prévoit une augmentation du nombre de pauvres en Afrique et dans le Moyen-Orient d'ici 2015 ; et les évolutions actuelles ne laissent guère d'espoir quant à la réalisation des principaux Objectifs du millénaire (ODM) fixés par l'Onu pour 2015. Par exemple, les deux ODM proposant de réduire de moitié le nombre des personnes vivant dans la pauvreté absolue ainsi que de celles souffrant de la faim, ne seront jamais atteints, si l'on s'en tient aux tendances présentes. La pauvreté la plus extrême se trouve en Afrique subsaharienne, où près de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour - moins de 0,80 euro.

**PI.** *Que doit-on faire pour changer cette situation et créer la volonté politique nécessaire ?*

**SG.** Il faut participer à la campagne, en écrivant à son député, en se manifestant par toutes sortes de moyens. En écrivant à Tony Blair, comme la campagne « Abolissons la pauvreté » a encouragé à

le faire, en entrant en contact avec tous nos représentants et tous les lobbies.

**PI.** *Pensez-vous que les manifestations sont efficaces pour faire connaître la volonté des gens, et serez-vous à celle prévue lors du G8 en Ecosse ?*

**SG.** Bien sûr, qu'elles sont efficaces - et oui, nous serons à Edimbourg le 2 juillet et à Gleneagles le 6. Si personne ne parlait du G8 et qu'il n'y avait personne dans les rues, ses participants sentiraient peut-être comme un manque d'intérêt. Nous leur disons, au contraire, que nous sommes très intéressés par ce qu'ils vont se dire.

Pour plus d'information : [farmafrica.org.uk](http://farmafrica.org.uk)

Afrique **Auteur** : Gill Fry, collaboratrice de Share International basée à Londres (G.-B.).

**Sources** : Farm-Africa

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Entretien](#) ()